

## LOUISA HANOUNE À LA COORDINATION DES JEUNES DU PARTI :

## «L'année 2008 sera difficile»

**Ni faussement optimiste ni pour autant pessimiste, Louisa Hanoune, qui réunissait hier la coordination des jeunes de son parti, considère que les incertitudes qui ont caractérisé l'année précédente persisteront en 2008.**

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - «Nous sortons d'une année d'incertitudes et nous entamons une autre difficile. Les dangers qui guettent notre pays sont toujours là mais nous avons toutes les chances de nous en sortir. Nous devons trouver la voie du salut. En 2008, ça ne sera pas facile, mais il s'agira pour nous de concrétiser ou de reconquérir certains.» C'est le message qu'elle a tenu à transmettre aux jeunes du

Parti des travailleurs réunis pour débattre, entre autres, des questions relatives à l'installation d'un tribunal international, de la question des haragars et du chômage.

L'occasion pour la numéro un du PT de revenir sur certaines questions qui font l'actualité. Interpellée au sujet du débat qui fait rage, à savoir la possibilité de briger un troisième mandat, Louisa Hanoune déplore le climat délétère qui pré-

vaut et évoque les «convulsions» nées de l'annonce faite par le FLN de soutenir l'actuel locataire d'EL-Mouradia. «Nous pouvons en discuter sans s'entretenir. Il n'est pas utile de le faire avec autant de violence. Chaque parti est en droit d'afficher ses choix sans pour autant qu'il y ait autant de tensions». Autre sujet favori du numéro un du PT, les privatisations, notamment celles des banques.

A ce sujet, Louisa Hanoune, constante, considère que la ministre déléguée à la Réforme financière, qui a annoncé que le processus de privatisation du CPA reprendra dès

que les conditions le permettront, ne maîtrise visiblement pas son sujet. «C'est une aberration de penser que nous pourrions reprendre ce processus.

La crise qui prévaut au niveau mondial est systémique. Nul ne sait vers quoi ça va déboucher. Ceux qui affirment le contraire ne maîtrisent certainement pas le sujet». Très pessimiste quant aux conséquences de cette crise, Louisa Hanoune considère, d'ailleurs, que l'Algérie a tout intérêt à rapatrier ses 43 milliards de dollars qui dorment dans les banques étrangères.

N. I.

## AMÉNAGEMENT FERROVIAIRE DE LA RÉGION D'ALGER

## Un groupement algéro-russe en lice pour la première phase

**Le Groupement ferroviaire algéro-russe (GFAR) est l'unique soumissionnaire en phase technique pour la réalisation de la phase 1 du projet d'aménagement ferroviaire de la région algéroise.**

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Ce groupement est constitué de la société algérienne Infrater et de la Société des chemins de fer russes (chef de file), en sous-traitance partielle avec la société allemande Siemens. Hier, au siège de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) à Rouiba, ce groupement a été le seul à présenter une offre pour ce projet. Une offre qui sera évaluée dans les prochains jours, en attendant la présentation des offres commerciales, la signature du contrat et le démarrage des travaux prévu avant la fin du premier semestre 2008. Un appel d'offres international restreint avait été lancé en septembre 2007 en ce sens et pour lequel 32 entreprises et groupements avaient retiré le cahier de charges. Prévue pour le 25 novembre dernier, l'ouverture des plis techniques avait été reportée à hier. Toutefois, le délai de présentation des offres ne pouvait être prorogé davantage, selon le directeur général de l'ANESRIF, Hassan Saïdi, au regard de l'importance de ce projet voulu répondre aux besoins de plus en plus croissants en transports

rapides, confortables et fluides. Pour Hassan Saïdi, l'ANESRIF, en tant que maître d'ouvrage délégué, s'attendait à un nombre réduit de soumissionnaires aptes à maîtriser ce projet «complexe».

## Extension et réaménagement du réseau ferroviaire d'Alger

Il s'agit en effet de travaux qui préfigurent le visage futur de la capitale et de sa banlieue. Outre la modernisation par électrification, l'amélioration des conditions de son exploitation par la construction d'ouvrages d'art, et une meilleure sécurisation par introduction de la signalisation de type ERTMS, le réseau ferroviaire de la banlieue algéroise verra les capacités de ses lignes augmenter et connaîtra une extension. Celle-ci concerne la construction d'une desserte qui reliera l'aéroport Houari-Boumediène au réseau ferré national et la construction de voies supplémentaires entre Hamma et Rouiba.

Ce projet comportera également l'aménagement des gares d'Alger, Hussein-Dey, Caroubier, El-Harrach, Oued-Smar, Bab-Ezzouar, Reghaïa, Birtouta et Blida. Il verra aussi la construction d'une gare centrale grandes lignes, grande banlieue et la des-

serte de l'aéroport, achevant le processus de maillage et d'intégration des lignes ferroviaires. Ce projet revêt également une dimension environnementale par l'introduction de la traction électrique aux lieux et place de la traction diesel ainsi que par la délocalisation, à la périphérie d'Alger, des installations de maintenance. Dans sa seconde phase, attendue ultérieurement, le projet verra la construction de nouvelles infrastructures qui permettront au service régional et aux trains grandes lignes de rejoindre la capitale sans être gênés par des trains omnibus. Dans ce schéma, sur ces nouvelles voies circuleront tous les trains de banlieue, de grandes lignes et régionaux qui n'auront pas à s'arrêter en gare. A rappeler que le réseau ferré de la banlieue d'Alger s'étend sur une longueur de 121 kilomètres et comporte deux tronçons de ligne : la ligne de banlieue Est (Alger-Thénia), la ligne de banlieue Ouest (El-Harrach-El Affroun) et une bretelle Gué-de-Constantine-Oued Smar. Ce réseau est constitué de 18 gares, 11 haltes, 1 dépôt pour le matériel de traction, 1 atelier d'entretien et de réparation des locomotives et 1 centre d'entretien et réparation du matériel roulant.

## Les projets d'investissements seront réalisés dans les délais

Ceci étant, Hassan Saïdi a indiqué que 9 ouvertures de plis ont

été effectuées en 2007. Il s'est montré rassurant sur la réalisation dans les délais contractuels, à l'horizon 2009 - 2010, des grands projets d'investissement déjà lancés ou en voie de l'être en matière d'extension et modernisation du réseau ferré national. Managé sous la houlette de l'ANESRIF, ce programme ambitieux bénéficie d'une enveloppe de l'ordre de 18 milliards de dollars de fonds publics. Plus de 2 000 kilomètres de lignes sont en cours de réalisation, ainsi que l'introduction du système de signalisation de type ERTMS couplé à GSMR, la mise à double voie et l'électrification. Cette modernisation est déjà lancée sur une grande partie de la rocade Nord qui reliera Annaba à Oran avec des extensions jusqu'aux frontières tunisienne et marocaine.

Cette modernisation est également en cours au niveau de la rocade des Hauts-Plateaux même si des appels d'offres doivent encore être lancés pour l'achèvement de la partie ouest de cette rocade. De même que cette modernisation concerne les pénétrantes du Sud dont la première reliera à l'ouest Sidi-Bel-Abbès à Béchar (en cours de réalisation), au centre Boumedfaâ à Hassi-Messaoud via Djelfa, Laghouat et Gharadaïa (des appels d'offres restent à lancer) et à l'est Constantine à Hassi-Messaoud en passant par Biskra et Touggourt.

C. B.

## CHANGEMENT À LA TÊTE D'ALGÉRIE TÉLÉCOM

## Les arguments de Boudjemaâ Haïchour

**«Des progrès importants ont été enregistrés, notamment dans le domaine de l'infrastructure, mais il n'en demeure pas moins qu'Algérie Télécom n'a pas su fructifier tous ses atouts et capacités particulièrement son potentiel humain pour qu'elle soit compétitive, tant sur le plan national qu'international.»**

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - M. Boudjemaâ Haïchour, le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication a apporté un début de réponses aux questions soulevées au lendemain de l'annonce du remplacement de M. Slimane Kherredine à la tête de l'opérateur historique des télécommunications.

Cette déclaration, faite par le premier responsable du secteur, a eu lieu lors de la cérémonie d'installation de M. Mouloud Djaziri à la tête d'Algérie Télécom, qui a eu lieu hier au siège de l'entreprise. M. Boudjemaâ Haïchour qui a annoncé en la circonstance que «deux directeurs généraux adjoints seconderont M. Djaziri dans la gestion d'AT», a plaidé pour «un véritable management de l'entreprise qui doit passer à une gestion de qualité et ce au vu de la rude concurrence qui sévit dans le secteur», tout en exigeant des nouveaux respon-

sables de l'opérateur historique des télécommunications de «hisser l'entreprise au diapason des importantes entreprises nationale et internationale.» Ceci dit, le ministre de tutelle, qui a rendu un «vibrant hommage à Slimane Kherredine» a plaidé pour la «création de traditions institutionnelles», tout en déclarant que «le secteur des télécommunications doit être un véritable pourvoyeur des postes d'emploi». Ainsi, dans une déclaration au *Soir d'Algérie*, M. Boudjemaâ Haïchour a indiqué que le dictionnaire selon lequel «quand le bâtiment va, tout va, doit être reproduit au niveau du secteur des télécommunications».

Ceci étant, le P-dg sortant d'Algérie Télécom a indiqué, lors de son intervention, que «je pense avoir honoré pleinement la mission qui m'a été assignée par M. le ministre. Je compte rester à la disposition de mon secteur et répondre à toutes ses sollicitations dans le but d'ancrer encore davantage les aspirations citoyennes.» Durant ma gestion, et j'en tire une très grande fierté, c'est le groupe Algérie Télécom qui a assuré l'informatisation des Jeux africains 2007, ce qui a permis à ses ingénieurs et techniciens de relever un défi et de proposer une alternative tangible à la gestion vis-à-vis de l'extérieur. Durant ma gestion toujours, le groupe Algérie Télécom a opté pour le partenariat stratégique dans des projets de coopération qui s'inscrivent dans sa politique de développe-

ment local, voire régional», a souligné M. Slimane Kherredine.

Son remplaçant en l'occurrence M. Mouloud Djaziri, a indiqué pour sa part, «c'est sous le signe de la continuité que je m'attellerai à poursuivre la modernisation de l'exploitation de toutes les potentialités du réseau en vue de répondre valablement aux instructions de M. le ministre qui accorde la priorité absolue au développement et à la généralisation des TIC pour contribuer au bien-être du citoyen», souligne le nouveau patron d'AT.

Enfant du secteur, ayant assuré dans le passé plusieurs responsabilités dont la dernière en date le poste de directeur général adjoint, M. Mouloud Djaziri a ajouté que «toutes les idées que je me propose de réaliser dans le cadre de la transformation du groupe Algérie Télécom visent à accroître une culture de bonne gouvernance, l'efficacité du contrôle interne et la performance opérationnelle». Il y a lieu de noter que, lors de cette cérémonie, les nouveaux patrons de Djaweb M. Kehili, de Mobilis M. Belharth ainsi que le secrétaire général de la Fédération des travailleurs des postes et télécommunications-UGTA en l'occurrence M. Tchoulak, étaient présents. La présence à cette rencontre de l'ex-patron de Mobilis, à savoir M. Benhamdi El Hachemi a été hautement saluée par la famille des télécommunications.

A. B.

## MEHRI ENFONCE LE CLOU

## Le troisième mandat ou... le mandat habituel ?

Depuis l'indépendance, à toutes les étapes décisives et graves qu'a connues le pays, l'usage s'est installé pour penser l'Algérie en tant que présidence et de reporter ou d'éviter carrément de la penser en termes d'Etat. La réflexion sur la présidence, elle-même, est davantage centrée sur la personne du président plutôt que sur l'institution présidentielle.

A toutes les étapes, nous choisissons un président, ou pour être plus précis, on nous présente un président, en la personne de qui nous plaçons tous nos espoirs, à qui l'on confie tous nos problèmes, en qui l'on découvre des qualités qui justifient la confiance portée en lui, en ses capacités et sa sagesse.

Des voix s'élèvent alors, par conviction ou conformisme, pour appeler à son élection ou à sa réélection.

Mais le mandat du président, ainsi investi de notre confiance, s'achève en règle générale dans un flot d'accusations et de critiques. Des voix s'élèvent alors, par conviction ou par conformisme, pour lui faire assumer, seul, la responsabilité de l'impudence, des erreurs, du marasme, des déviations et des dépassements qui ont eu lieu dans le pays au cours de sa magistrature.

Telles sont les caractéristiques, à de rares exceptions près, qui ont marqué le parcours et le destin de la plupart de ceux qui ont assumé la responsabilité de la première charge du pays.

Certains de ces hommes sont partis dans un silence relatif, d'autres ont laissé leur vie en guise de fin de mandat.

Durant toutes ces étapes décisives et graves, les voix des opportunistes sont celles qui s'élèvent le plus haut, qu'il s'agisse des campagnes de glorification ou de celles de dénigrement.

Dans toutes ces étapes, l'on constate systématiquement l'absence de tout débat sérieux sur l'évaluation du système de pouvoir établi depuis l'indépendance, de ses institutions, des programmes et des politiques suivies durant l'étape précédente dans la gestion du pays. Ou, plus justement, ce débat est délibérément élué.

Si nous avions mené ces débats, nous aurions pu identifier les causes réelles de l'impudence, des erreurs, du marasme, des déviations et des dépassements subis par notre pays.

Si ces débats avaient pu être menés, l'on se serait rendu compte que la part négative qui revient aux hommes qui se sont succédé à la présidence est peut-être moins importante — que leur apport positif aurait pu être plus grand — si le système de pouvoir à la tête duquel ils ont été placés reposait sur des structures saines et si ses institutions exprimaient réellement la volonté du peuple. Autrement dit, si ces structures et institutions étaient démocratiques, et effectivement représentatives et efficaces.

De nombreuses voix commencent à s'élever aujourd'hui, par conviction ou par conformisme, avec les mêmes méthodes et les mêmes approches politiques antérieures, pour appeler le président de la République, le frère Abdelaziz Bouteflika, à se porter candidat pour un troisième mandat. Comme si l'Algérie n'avait besoin aujourd'hui de rien d'autre que de perpétuer la situation actuelle que tout un chacun connaît et sur laquelle je n'éprouve pas la nécessité de m'étendre. La majorité des Algériens s'en plaignent ou subissent amèrement.

Ma conviction est que la prolongation du mandat du président, sans changement radical du système de pouvoir, conduit le pays, au minimum, à une impuissance plus marquée à résoudre ses problèmes et à faire face aux grands défis qui l'attendent à l'intérieur et à l'extérieur.

De même que l'intronisation d'un nouveau président, quelles que soient ses qualités, sans changement radical du système, conduira aux mêmes résultats.

Cette problématique est fondamentalement celle qui a dicté l'appel que j'ai signé avec les frères Hocine Aït Ahmed et Mouloud Hamrouche, au mois de septembre dernier et que certains ont qualifié d'initiative.

En réalité, il s'agissait, en plus, d'une invitation à l'initiative adressée aux responsables et aux citoyens, individus et organisations et à tous ceux qui croient en l'impérieuse nécessité d'un changement démocratique et en la nécessité d'appeler à ce changement et d'agir pour le réaliser.

Le problème central qui se pose aujourd'hui n'est pas, simplement, le choix d'un homme, capable de résoudre les problèmes du pays, mais l'édification d'un système de gouvernement qui donne à tous les Algériens la possibilité d'apporter leur contribution à la solution de ces problèmes.

Abdelhamid Mehri